

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Il faut enquêter sur les crimes de guerre commis par Israël

par Richard Falk, rapporteur spécial de l'ONU pour les Territoires palestiniens occupés

hd. Le 23 mars, le spécialiste américain de droit international Richard Falk, rapporteur spécial de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, a rendu au Conseil des Droits de l'homme à Genève son rapport très attendu sur la situation des droits humains dans la bande de Gaza pendant la dernière guerre, entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009. Il y exposait sans fard les graves violations des droits humains dont s'est rendue coupable l'armée israélienne au cours des 22 jours de la guerre à Gaza. Il y mettait en doute l'argumentation israélienne selon laquelle cette guerre aurait constitué une légitime défense et invitait à examiner si l'attaque contre Gaza, l'une des zones les plus densément peuplées au monde, ne devait pas être considérée comme un crime de guerre passible de sanctions juridiques. Ce n'est pas la première fois qu'une attaque d'Israël contre les Palestiniens est totalement disproportionnée et tout à fait injustifiable au regard du droit international. Après ces paroles sans équivoque de Richard Falk, la Communauté internationale doit se demander combien de temps encore elle peut et veut assister sans réagir aux menées d'Israël et à ses exactions à l'encontre des Palestiniens.

Le rapport que vous avez sous les yeux a été rédigé en réponse à une demande formulée dans la résolution S-9 du Conseil des Droits de l'homme d'examiner les éventuelles violations du droit international en lien avec les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza entre le 27 décembre et le 18 janvier derniers.

Je ne vais pas vous répéter ici le contenu de ce rapport, mais j'aimerais souligner quelques conclusions:

Des chiffres confirmés collectés par le Centre palestinien des Droits humains font état de 1434 Palestiniens tués au cours d'une attaque menée sans répit durant 22 jours. 960 d'entre eux étaient des civils (dont 288 enfants et 212 femmes), 239 des policiers et 235 des combattants ou porteurs d'armes. 5303 Palestiniens ont été blessés, dont 1606 enfants et 828 femmes.

Au total environ un habitant de Gaza sur 225 a été tué ou blessé pendant les 22 jours de combats. Et ce chiffre, pour élevé qu'il soit, n'inclut pas les traumatismes très répandus dans la population exposée à des opérations militaires de haute intensité. Cela vaut en particulier pour les dommages psychologiques causés aux enfants, qui constituent 53% de la population de Gaza.

Durant le même temps, 13 Israéliens ont été tués et 200 blessés, chiffres qui incluent les victimes de tirs illégaux de roquettes depuis Gaza en direction d'Israël, frappant indistinctement civils et militaires, et celles des combats ou de tirs israéliens ayant atteint par erreur leurs propres troupes. 3 des morts israéliens étaient des civils victimes de tirs de roquettes.

Le simple fait que le nombre des victimes civiles palestiniennes soit six fois plus élevé que celui des morts au combat montre clairement qu'Israël n'a pas respecté les obligations juridiques fondamentales relatives à la conduite des opérations militaires qui exige de faire la distinction entre cibles civiles et militaires.

Le champ de bataille s'étant situé dans une zone aussi densément peuplée, le droit international ôte toute légitimation aux armes employées par les Israéliens au cours de l'opération militaire.

Qu'il y ait eu 1434 morts d'un côté et 13 de l'autre prouve à quel point l'attaque était unilatérale. Partant de là, on peut questionner la légalité d'une attaque par une force dotée d'armes modernes contre une population en définitive sans défense.

Ce qui renforce encore nettement cette accusation portée contre la tactique israélienne est la façon dont la guerre a été conduite, et qui est sans exemple à notre époque: la population civile de la bande de Gaza a été maintenue de force sur le champ de bataille pendant toute la durée des opérations militaires israéliennes, ce qui enlevait aux Palestiniens toute possibilité effective de fuite. Procéder ainsi au cours d'une guerre devrait être considéré comme un crime contre l'humanité, évident et inédit, et être officiellement reconnu comme tel et expressément interdit.

Il faut bien noter que les détenteurs de passeports étrangers ont eu la possibilité de quitter la bande de Gaza, alors que cette possibilité a été refusée aux Palestiniens, y compris les malades et handicapés, les orphelins, les vieillards et les blessés.

C'est ce qui a motivé le reproche de représailles antipalestiniennes, encore appuyé

par un grand nombre de témoignages oculaires, faisant état de graffiti racistes sur les habitations privées de Gaza ainsi que de comportements hostiles, comme d'uriner ou de déféquer dans les maisons palestiniennes, alors qu'il y avait des toilettes en état de fonctionnement. Dans la localité de Zeitoun, du district de Gaza, 27 membres de la famille *Samouni* ont été tués dans leurs maisons. Les soldats israéliens ont laissé en partant les effroyables messages suivants, destinés au peuple palestinien et non aux combattants:

«Vous mourrez tous», «faites la guerre et pas la paix», «Mort aux Arabes», «le jour viendra où nous tuerons tous les Arabes», «un bon Arabe est un Arabe dans sa tombe», «la paix tout de suite entre les Juifs et les Juifs, pas entre les Juifs et les Arabes».

D'effrayants témoignages personnels de soldats israéliens ayant pris part à la guerre de Gaza font état de meurtre de civils innocents, de destructions absurdes, de familles chassées de leurs maisons pour y établir des postes militaires, sans aucun égard pour la vie humaine et avec une tendance à une brutalité croissante. Il a en outre été dit que des rabbins membres de l'armée israélienne encourageaient les soldats à considérer ce combat comme une guerre religieuse du Bien contre le Mal, ce qui levait toute inhibition d'ordre moral ou juridique.

Comme l'écrivait dans «Ha'aretz» *Amira Hass*, une journaliste bien connue: «Tous les soldats ne sont pas des auteurs de graffiti, mais les camarades et les supérieurs de ces auteurs ne les ont pas empêchés, ni n'ont effacé leurs barbouillages. [...] Ils se sont sentis autorisés à le faire, parce que, tout comme les pilotes ou les opérateurs des drones porteurs de projectiles, ils savaient que leur gouvernement et leurs supérieurs leur laissaient carte blanche pour s'en prendre à la population civile. [...] Ce qu'ils ont écrit sur les murs manifeste clairement qu'ils avaient compris l'esprit de leur mission.»

Messieurs et Mesdames les membres du Conseil, le blocus illégal de la bande de Gaza – qui durait depuis 18 mois déjà lorsqu'ont débuté les attaques du 27 décembre – s'est poursuivi après la déclaration d'un armistice par les deux parties en conflit, indépendamment l'une de l'autre. Il ne représente pas seulement une poursuite de la punition

collective infligée à la population gazaouïe, ce qui est en contradiction directe avec l'article 33 de la IV^e Convention de Genève, mais constitue en pratique une violation de tous leurs droits économiques et sociaux.

La fourniture de l'aide humanitaire à la population de Gaza, dont la survie est menacée et dont l'état sanitaire se dégrade, est mise en péril aussi bien par le blocus que par le refus des pays donateurs et d'Israël de reconnaître les réalités administratives actuelles dans la bande de Gaza.

Il existe donc des preuves nombreuses de graves violations des Conventions de Genève ainsi que du Premier protocole additionnel en date du 8 juin 1977. On devrait prendre en compte le fait que ce protocole est l'instrument juridique le plus complet visant à limiter les possibilités d'action des combattants en vue de protéger la population civile en temps de guerre. Ce protocole est l'expression du droit coutumier qui engage tous les pays, qu'ils l'aient ou non ratifié. Il mérite plus d'attention qu'on ne lui en accorde d'ordinaire. Il faut remarquer que les organismes onusiens ont reçu un grand nombre d'appels leur demandant de confirmer ou d'infirmer les accusations de crimes de guerre portées contre Israël à l'occasion des opérations militaires conduites à Gaza.

Depuis le dépôt de mon rapport, le Procureur général de la Cour pénale internationale (CPI) a fait savoir qu'il réfléchissait intensément, en accord avec la déclaration formelle faite le 21 janvier 2009 par l'Autorité palestinienne, à sa compétence juridique pour mener une enquête relative à la compétence de la Cour pour identifier, poursuivre au pénal et condamner les auteurs et complices de délits commis dans les Territoires palestiniens depuis le premier juillet 2002.

Une lettre signée par 16 personnalités, dont *Richard Goldstone*, ex-Procureur général des Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, l'archevêque *Desmond Tutu*, Prix Nobel de la Paix, et *Mary Robinson*, ex-Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a été envoyée le 16 mars 2009 au Secrétaire général de l'ONU. Elle réclame une enquête «immédiate, indépendante et impartiale» relative à des crimes de guerre en lien avec les opérations militaires israéliennes à Gaza, ainsi qu'aux accusations d'actions illégales portées contre le Hamas. Les signataires se déclarent «profondément choqués» par les événements de Gaza. Ils demandent avec insistance que «le monde reste vigilant quant à l'application de ces standards (fixés par les Conventions de Genève) et dont le non-respect doit impérativement faire l'objet d'enquêtes et de sanctions». Dans leur demande au Secrétaire général d'instituer une Commission d'enquête, ils réclamaient que l'enquête ne se limite pas aux attaques contre les institutions onusiennes.

De la même façon, plusieurs gouvernements ont demandé à l'ONU de se mettre en devoir d'examiner les accusations de crimes de guerre portées contre l'armée israélienne. Si elles étaient reconnues, il faudrait enclencher des mécanismes permettant de punir les coupables. Du côté de la société civile, la *Fondation Bertrand Russell* à Bruxelles a fait part de son intention de mettre sur pied un tribunal civil qui prononcera des sentences symboliques relatives aux crimes de guerre présumés.

Sommaire

Le pouvoir du lobby israélien de Washington	page 2
La página en español	page 3
Les jeux de tueurs de l'armée américaine doivent être renvoyés à leur origine	page 4
La politique porte une lourde responsabilité dans la crise financière	page 5
La FED et la «magie» de l'argent	page 6

Jean Ziegler à propos du Sommet du G-20 et du FMI

«D'une part, cette somme colossale mise à disposition afin de relancer l'économie, le crédit interbancaire, etc., c'est réjouissant en soi. Mais ce qui n'est pas réjouissant, ce qui est même inquiétant, c'est que l'institution qui doit gérer cette somme et la rediriger avant tout vers les pays les plus pauvres soit le Fonds monétaire international. [...] Toutes les 5 secondes, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim. 100 000 personnes meurent chaque jour de faim ou des suites directes de la faim, 963 millions d'êtres humains, presque 1 sur 6, sur cette planète sont en permanence gravement sous-alimentés. Ces personnes qui n'étaient pas à Londres, dont les représentants n'étaient pas à Londres, souffriront maintenant encore beaucoup plus – tout le monde le sait – de cette crise financière. Ce qu'on devrait souhaiter, c'est que l'ONU intervienne enfin.

Les Nations Unies comptent 192 membres qui ont tous les mêmes droits à l'Assemblée générale et pourraient prendre des décisions qui concernent chacun. Le Fonds monétaire international est presque l'organisation la moins démocratique qui existe. [...] Au FMI, ce n'est pas «un pays, une voix», c'est «un dollar, une voix». Ce sont les pays financièrement forts qui commandent de manière absolue. Peut-on leur faire confiance quand il s'agit des pays les plus pauvres du monde qui, je le répète, n'étaient pas présents au G-20 et sont pratiquement absents du FMI?»

Jean Ziegler est Rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU.
Le texte ci-dessus est un extrait d'une interview qu'il a accordée au Deutschlandfunk le 3 avril dernier.

Le pouvoir du lobby israélien de Washington

par Arnold Hottinger



Arnold Hottinger (photo mad)

Le livre «The Israel Lobby and American Foreign Policy» dû à deux professeurs de sciences politiques de Harvard et de l'Université de Chicago, *Stephan Walt* et *John J. Mearsheimer*, a paru en 2007 (Farrar, Straus and Giroux, New York, ISBN 978-3-593-38377-4). C'est un ouvrage bien documenté qui, pour la première fois, expose et analyse de manière approfondie les activités du lobby israélien AIPAC (*American Israeli Public Affairs Committee*) et d'autres groupes moins importants qui poursuivent des objectifs comparables. Cet ouvrage, dont une édition allemande a déjà paru en 2007 (Campus Verlag), est capital car il décrit pour la première fois et de manière précise le mythe du lobby et de son pouvoir légendaire, connu de tous ceux qui s'intéressent à la politique américaine, et présente en détail les méthodes du groupe de pression et son impact sur la politique américaine et par conséquent sur tout ce qui se passe au Proche-Orient.

L'œuvre a déclenché une vive polémique. Celle-ci avait déjà commencé avant sa parution lorsque les recherches des deux professeurs avaient été exposées sur Internet puis dans un long article de la *London Review of Books* publié en mars 2006.

Il a fait l'objet de nombreuses recensions, très souvent négatives, dans la plupart des cas rédigées sur un ton offensé et offensant. Ce qui frappe, c'est que les critiques procèdent souvent de manière identique. Ils ne s'occupent pas du contenu de l'analyse mais commencent à rappeler tout un éventail de mythes et d'accusations antisémites tels qu'on les trouve dans le passé européen de la centaine d'années précédant la Seconde Guerre mondiale et qui sont bien documentés en tant que préjugés malveillants aujourd'hui. Certains prétendent que le livre n'est pas «scientifique» et qu'il fait partie d'une longue série d'attaques injustifiées contre le «judaïsme». La plupart de ces critiques utilisent des termes et des critères imprécis et évitent ainsi de discuter les thèses bien étayées des deux auteurs, voire de les mentionner. Les reproches concernant la «méthode non scientifique» visent le même objectif. Ainsi un journaliste de la «Neue Zürcher Zeitung» a écrit que le livre comportait certes des centaines de notes mais

«Examen des accusations de crimes ...» suite de la page 1

Tant que les Palestiniens continueront d'être privés de leurs droits fondamentaux, le droit des Palestiniens à résister à l'occupation dans les limites reconnues par le droit international et en plein accord avec leur droit à l'autodétermination entrera en conflit avec les efforts d'Israël pour assurer sa sécurité dans un contexte d'occupation permanente. Si l'on admet ce point de vue, il faut, pour mettre durablement un terme à la violence, intensifier des deux côtés les efforts diplomatiques, soutenus par un sentiment d'urgence et un zèle beaucoup plus grand de la part de tous les acteurs à respecter le droit international.

(Traduit par Michèle Mialane, www.tlaxcala.es, révisé par Horizons et débats)

qu'elles renvoyaient à des sources non scientifiques comme des journaux et des revues. Or la plupart d'entre elles servent simplement à documenter les procédés journalistiques du lobby qui n'hésite pas à recourir aux contrevérités et à la calomnie.

A toutes ces tentatives identiques visant à descendre le livre en flammes, on peut opposer ceci: Il s'agit d'un ouvrage très important parce qu'il expose au grand jour ce que le lobby cherche à dissimuler: la manière dont il exerce des pressions sur l'opinion publique ainsi que sur les parlementaires et les intellectuels américains pour imposer une version «politiquement correcte» de tout ce qui concerne la politique d'Israël et du Proche-Orient, et cela en recourant à tous les moyens possibles: incitations et sanctions financières, calomnies brutales et disqualifications sans appel. Ce faisant, il cherche non seulement à ce qu'on soutienne Israël inconditionnellement mais à ce qu'on l'approuve et l'aide activement dans toutes les mesures prises par les milieux de droite actuellement au pouvoir.

La thèse principale des auteurs est que les activités du lobby nuisent à la politique étrangère américaine et qu'elles font du tort plutôt qu'elles ne profitent à Israël. Elles nuisent à Israël parce que l'AIPAC et les lobbys frères cherchent à soutenir et à promouvoir, à l'aide de la grande puissance américaine, la politique de domination et d'accapement des territoires occupés palestiniens menée actuellement par la droite israélienne au pouvoir. La question de savoir si c'est dans l'intérêt à long terme d'Israël, puisque cela exclut toute possibilité de paix entre Israël et les Palestiniens, est sujette à controverse, même parmi les Israéliens et les Juifs.

Pressions couronnées de succès sur un expert du Proche-Orient

Le pouvoir ainsi que les méthodes de l'AIPAC sont ces jours-ci sous les feux des projecteurs de la politique américaine. Le nouveau directeur du NIC (*National Intelligence Council*, organe central de la communauté américaine du renseignement), l'amiral

Dennis Blair, avait l'intention de rappeler le diplomate et intellectuel *Charles Freeman*, pourtant déjà à la retraite mais apprécié en tant que spécialiste du Proche-Orient, et de lui confier la présidence du Conseil. L'intention de cette désignation a été connue avant que le diplomate ne soit engagé. Elle n'aurait pas été subordonnée à une audition par le Congrès comme c'est le cas pour les hautes charges du gouvernement. Mais le lobby a lancé une campagne qui contenait les pires calomnies et accusations à l'adresse du candidat. Au début, ces reproches ont été réfutés par les responsables. Mais le candidat a finalement décidé de refuser ce poste parce qu'il devait se dire qu'un travail fructueux au sein du Conseil serait impossible à cause de la polémique continue et des calomnies systématiques contre sa personne considérée comme «pro-arabe», donc corruptible, sinon même corrompue par les Saoudiens, etc. Cela gênerait le Conseil dans son analyse objective des faits.

Freeman a écrit une longue lettre à ses amis qui cherchaient à le soutenir dans la tempête. On la trouve sur le blog de *Juan Cole*: *Informed Comment* du 11/3/09. On y lit des phrases capitales comme:

«La tactique du lobby d'Israël atteint des sommets de malhonnêteté et d'impudence: diffamation, fausses citations, déformations intentionnelles de faits documentés, mensonges et mépris volontaire de toute vérité. Le but du lobby est de contrôler le processus politique en s'opposant à toutes les personnes qui mettent en doute la sagesse de leurs opinions. Il cherche à remplacer l'analyse par une orthodoxie politique («politiquement correcte») et à éliminer toutes les options en vue des décisions des Américains ou de notre gouvernement qui diffèrent de celles qu'ils préfèrent.»

Freeman déplore que les événements évoqués puissent amener certains observateurs «à douter que le gouvernement Obama soit en mesure de réfléchir, et à plus forte raison de décider quelle politique servira au mieux les intérêts des Etats-Unis – en lieu et place d'un lobby qui cherche à promouvoir les intérêts d'un gouvernement étranger.» •

Israël agit-il de son propre chef?

par Jihan Hafiz

Press TV: Il y a eu pas mal de spéculations sur le fait qu'Israël pourrait lancer de son propre chef une attaque aérienne contre les installations nucléaires de l'Iran. Est-ce possible?

Ron Paul: Je ne crois pas que les Israéliens fassent quoi que ce soit de leur propre chef. Quoi qu'ils entreprennent, ils le font toujours avec notre argent et avec nos armes et jamais sans notre accord, et quand ils sont en difficulté, c'est nous qui les tirons d'affaire. Les USA et Israël sont inséparables.

A la Commission de politique étrangère vous avez cité un article de Seymour Hersh qui a notamment dévoilé que le Congrès, sous l'administration Bush, avait autorisé la dépense de centaines de millions de dollars pour des opérations secrètes visant à renverser le gouvernement iranien. Pourquoi avez-vous rappelé cette affaire?

C'est que je le savais et que j'ai entendu dire que ces pratiques continuaient partout dans le monde. J'ai été surpris que cela ait été présenté comme une nouveauté parce que nous l'avons toujours fait et que les gens en ont parlé. Pour moi, c'est un scandale. Comment réagirions-nous si quelqu'un essayait de faire la même chose chez nous? Si quelqu'un essayait de saper notre gouvernement, nous serions fous de colère et prêts à commencer une guerre.

«Le blocus serait une ignominie»
Qu'est-ce que vous pensez d'un blocus de l'Iran par les Etats-Unis qui se référerait

à la Résolution 362 du Congrès et empêcherait l'exportation du pétrole iranien et l'importation de carburant?

Le blocus serait une ignominie. Avec le recours à la force, le flux de produits pétroliers, d'hommes et de marchandises, les transactions bancaires, la circulation des trains, des voitures et des camions avec leur chargement seraient interrompus. Comment pouvons-nous interdire tout cela sans engager la marine et d'autres mesures de force? L'idée du blocus était une immense bêtise de la part des sénateurs et des députés. Si nous bombardons l'Iran, ce sera la guerre. Les politiques américains ne sont jamais prêts à renoncer à une option, même pas à une première frappe nucléaire.

Si on les attaque, les Iraniens ne se laisseront pas faire, ils réagiront. L'autre camp affirme qu'on ne peut pas permettre aux Iraniens de bloquer le détroit d'Ormuz, cet accès au golfe Persique par lequel passe tous les jours un tiers du ravitaillement mondial en pétrole. Nous devrions changer notre politique car si nous continuons de mettre l'Iran sous pression, un blocus [iranien] du détroit d'Ormuz est de plus en plus vraisemblable. Si nous bombardons l'Iran ou lui imposons un blocus, nous aurons nous-mêmes les plus grandes difficultés.

Source: *PRESS TV*, 28/12/08 (www.presstv.com/detail.aspx?id=79752§ionid=3510302)

On trouvera à l'adresse http://de.wikipedia.org/wiki/Ron_Paul des informations sur Ron Paul, Républicain libéral qui siège depuis des années à la Chambre des représentants.

(Traduction Horizons et débats)

La Grèce agit différemment que les Etats-Unis et l'OTAN

Un entretien avec Argyris Sfountouris

Horizons et débats: La Grèce est membre de l'OTAN et l'UE. Néanmoins, elle a adopté son propre point de vue quant à la question palestinienne. Son gouvernement a empêché qu'un navire allemand chargé d'armes de provenance américaine, qui avait accosté en Grèce, embarque sa cargaison dans des bateaux plus petits. Par conséquent, il a dû quitter le port. Comment s'explique cette position résolue de la Grèce?

Argyris Sfountouris: Dans ce domaine le gouvernement grec doit fortement tenir compte de l'opinion publique. Et la population grecque adopte depuis des décennies une attitude positive à l'égard du monde arabe. Il faut savoir que la Grèce a toujours eu de bonnes relations avec les pays arabes avec qui elle a depuis toujours entretenu d'excellentes relations. On avait des relations économiques très étroites et jusqu'au putsch de Nasser des centaines de milliers de Grecs ont vécu en Egypte et ont notamment contrôlé le commerce de coton. Ce sont de vieilles traditions qui retentissent. Cela s'est également manifesté lors de la guerre d'Irak. La Grèce a refusé d'envoyer des troupes en Irak. On a seulement mis à disposition un navire-hôpital et rien d'avantage. Certes, cette décision a été également prise parce que cette guerre sans mandat de l'ONU représentait une violation du droit international. La Grèce ne voulait pas se brûler les doigts, parce qu'elle a elle-même fait de mauvaise expérience avec des guerres d'occupation. La Grèce a appris quel malheur des conquérants peuvent causer. En ce qui concerne le blocage des livraisons d'armes, la Grèce ne veut absolument pas que les Palestiniens aient l'impression qu'elle soutient Israël.

De plus, en raison de la dictature (1967-74) en Grèce, on n'a guère de confiance envers les Etats-Unis. Les archives ont été ouvertes 35 ans après le putsch. A cette occasion beaucoup de choses, dont on s'était déjà douté, se sont avérées: quelques mois avant le renversement certains services de la CIA étaient entrés en contacts directs avec le colonel du putsch tout en évitant les réseaux officiels de la CIA et des autres services secrets. C'était un plan secret de putsch manigancé par le gouvernement *Johnson*. Tout cela était certainement en rapport avec la Guerre des six jours, qui a commencé juste quelques jours après le putsch. On voulait contrôler la région pour que rien d'inattendu n'arrive. Ensuite une dictature pure et dure s'est installée en Grèce pour sept ans bien que les Etats-Unis se soient toujours portés garants des droits humains et de la démocratie. C'était clairement un plan de l'OTAN qui avait été octroyé à la Grèce en tant que membre de l'OTAN. Cela explique la réserve de la population grecque à l'égard des Etats-Unis. Et plus le gouvernement est faible plus il doit prendre en considération l'opinion publique. Les derniers gouvernements étaient très faibles au niveau de la politique extérieure parce qu'ils avaient de gros problèmes à l'intérieur.

Argyris Sfountouris, né en 1940 en Grèce, est venu en Suisse en 1949 comme orphelin de guerre. Après avoir terminé ses études, il était d'abord enseignant, plus tard membre du Corps suisse d'aide humanitaire. A. Sfountouris est un connaisseur de la politique grecque.

Medición de radiactividad en muestras de suelo de Serbia, Segunda parte

Un tribunal en Florencia condenó al Ministerio de Defensa italiano a una indemnización por daños y perjuicios a un soldado enfermo a causa del uso de municiones con uranio empobrecido en Somalia. Los jueces en Florencia dictaron sentencia según un peritaje médico judicial. Se basó en su totalidad en documentos que el diputado Falco Accame puso a disposición del jurado. Falco Accame es presidente de la asociación Anavafaf, que se ocupa eficientemente de los problemas de los soldados en servicio. Desde el comienzo, Falco Accame no estaba decidido a creer en las mentiras sobre la inocuidad de las armas con uranio empobrecido utilizadas por la OTAN. Ya después de la guerra Líbano/Israel en el año 1982, Accame fue testigo del sufrimiento de los soldados italianos que se enfermaron a causa del uso de esa munición en el Líbano.

El argumento decisivo para el resultado positivo de la demanda por daños y perjuicios – en proceso civil – fue el hecho de que el ministerio de defensa italiano no equipó a los soldados con suficientes ABC trajes de pro-

tección, ni en Somalia en 1993, ni en la guerra de los Balcanes, siendo que estaban informados sobre los reglamentos norteamericanos sobre el manejo con problemas con uranio.

Está documentado:

«The main hazard associated with depleted uranium is the harmful effect the material could have if it enters the body. If particles are inhaled or digested they can be chemically toxic and cause a significant and long lasting irradiation of internal tissue.»

(«El peligro principal en relación con el uranio empobrecido es el efecto perjudicial que ese material puede tener cuando entra en el cuerpo. Si las partículas son inhaladas o tragadas, pueden ser químicamente tóxicas y provocar una irradiación importante por largo tiempo en los tejidos internos.»)

Fuente: documento del 20.12.1984, AWS 330, firmado por Robert Beard, States assistant secretary general for defense support 1984–87.

En un informe sobre investigación del uso de armas con uranio empobrecido de los años

1977/78 – llevado a cabo por el Airforce Armament Laboratory, Eglin Air Force Base Florida – se promete poner a disposición los resultados con respecto a la protección del personal militar que examina esas armas o que las usa en guerra.

En un memorando de 1933, se advierte expresamente que: «when soldiers inhale or ingest DU dust, they incur a potential increase in cancer risk». («Cuando los soldados inhalan o tragan polvo UE, aumentan el riesgo de contraer cáncer.»)

Fuente: Department of the Army, Office of the Surgeon General, 5109 Leeburg Pike, Falls Church VA. Memorandum for headquarters U.S. Army Chemical School. ATTN:ATZN-CM-N Fort McClellan, AL 36205, Subject:depleted uranium (DU) safety training, 16.8.1993

Esos documentos prueban que Italia y probablemente todos los otros países miembros de la OTAN, operaron en total conocimiento de los hechos, cuando arrojaron toneladas y toneladas de esas municiones en las guerras de los Balcanes.

Horizons et débats, a comienzos del año pasado, encomendó a dos expertos para que examinen con profundidad pruebas del suelo en Serbia. Horizons et débats publicó los resultados en julio de 2008. Son espantosos. Y ahora a raíz de estudios de otros factores y nuevas pruebas de suelo, se llega a la conclusión que el concepto de uranio empobrecido es un concepto falso.

El 16.2.2009 Horizons et débats informó bajo el título «Pequeña Hiroshima – de la que nadie se interesa» sobre las investigaciones de la experta serbia Mirjana Andjelkovic-Lukic sobre el bombardeo en Serbia en 1999. La sospecha, que los perjuicios fueron causados por «pequeñas bombas-Hiroshima ha sido confirmado por los resultados de mediciones hechas por los dos expertos nucleares alemanes. Después de varios años de trabajo lograron encontrar métodos de medición más «sólidos» para detectar restos de pequeñas explosiones nucleares.

Redacción Horizons et débats

Gamaespectrometría, energía de rayos beta, exámen de modificaciones de la división de los isótopos naturales

En julio 2008, (Horizons et débats No. 25 del 23/6/08) presentamos los resultados de nuestras mediciones de radiactividad en dos pruebas de suelo provenientes de Serbia. Entre tanto, gracias a la gamaespectrometría y análisis químicos, pudimos constatar sobre 4 nuevas pruebas de suelo elementos particulares y la modificación de la división de isótopos naturales. En una prueba de fuerte radiac-

tividad beta, logramos además determinar el alcance máximo de las irradiaciones beta en el aluminio, es decir la energía maximal y la clasificación de isótopos.

1. Gamaespectrometría

Los resultados de las 4 pruebas (NS-15, NS-40, Pa-290g, Av-370g) están resumidos

en el *encuadre 1*. La prueba Av-370g llama la atención:

- La relación entre uranio 238/235 señala la presencia de uranio enriquecido.
- La concentración de Uran, Thorium y potasio 40 es – comparada con otras pruebas – muy alta.
- 2976 Bq/kg de potasio 40 corresponden (en condiciones naturales del isótopo) a un

contenido extremadamente elevado de potasio de 9,5% de peso.

2. Modificación de las condiciones naturales de los isótopos

La alta concentración de potasio 40, hace suponer una modificación de la composición isotópica natural, a causa la contaminación radiactiva. Potasio natural: K 39/93,94%, K 40/0,0117%, K 41/6,73%.

Se puede constatar el efecto de una modificación determinando la concentración total de potasio gracias a un método químico, y la proporción de potasio 40, por medio de la gamaespectrometría.

El *recuadro 2* presenta los resultados de la comparación de tres pruebas provenientes de Serbia con otra prueba proveniente de un país lejano. Las pruebas del suelo de Serbia muestran una concentración de potasio 40 mucho más elevada de un factor 7 a 132.

Tales modificaciones, por ejemplo, sobre la reacción nuclear Ca 40 (n,p) K 40 aparecen solo por una afluencia de neutrones como en las explosiones nucleares.

3. Maximal energía del rayo Beta

La energía maximal del desconocido rayo beta puro se determinó por medio de la extensión de los electrones en el aluminio. Las caídas extremas de la curvas de absorción, se encuentran en los dominios 30 mg/cm² (0,156 MeV) y 180 mg/cm² (0,55 MeV). Esas energías pueden ser atribuidas al carbono 14 y al berillium 10. Estos dos isótopos resultan de la reacción (n,p) de nitrógeno, es decir bor 10.

Un rayo beta con energía de más de 0.15 MeV, puede provocar en el agua radiaciones (azules) Cerekov. Una radiación tal se observó en el agua en Serbia, en 1999. Cuando aparecen esos efectos, significa que la contaminación radiactiva es considerable.

4. Conclusión desde el punto de vista de la protección radiológica

La carga admisible de radioactividad en la persona humana está determinada por la cantidad de potasio 40. Es de aproximadamente 0,2 mSv/a.

Con un aumento de la concentración de potasio 40 a un factor 100, la radiactividad llega a 20 mSv/a!! – un nivel muy elevado. El potasio tiene funciones importantes en el organismo.

Una modificación de las relaciones de los isótopos tiene que haber tenido lugar en el «carbono» a favor del isótopo radioactivo carbono 14. Un aumento de la radiactividad se puede evaluar cuando se tomen medidas del C-14, por ejemplo en los anillos anuales de los árboles.

Ingeniero nuclear H. W. Gabriel
D. Schalch, físico
17 de febrero 2009

Recuadro 1: gamespectrometría, 2 Serie Serbia

Nuclid	Energía keV	Actividades							
		NS-15 570 g		NS-40 470 g		Pa 290 g		Av 370 g	
		Bq	Bq/kg	Bq	Bq/kg	Bq	Bq/kg	Bq	Bq/kg
Serie U 238									
Th 234	63,3	14,5	25,4	29,0	61,7	22,0	75,9	55,0	148,6
	92,6	23,4	41,1	31,0	66,0	33,3	114,8	66,0	178,4
Pa 234m	1001,0	27,0	47,4	32,0	68,1	23,0	79,3	44,0	118,9
Pb 214	351,9	17,0	29,8	28,0	59,6	27,0	93,1	49,0	132,4
Bi 214	1120,3	16,4	28,8	25,7	54,7	23,4	80,7	44,0	118,9
	1764,5	18,0	31,6	29,4	62,6	27,0	93,1	52,0	140,5
U 235	143,8			1,7	3,6	1,3	4,5	4,7	12,7
	185,7 corr.	1,3	2,28	2	4,3	3	10,3	6,1	16,5
Serie Th 232									
Ac 228	911,2	18,0	31,6	31,6	67,2	30,5	105,2	101,0	273,0
	1588,2	18,4	32,3	25,0	53,2	28,4	97,9	105,0	283,8
Pb 212	238,5	15,6	27,4	29,2	62,1	31,7	109,3	107,0	289,2
	300,1	17,7	31,1	32,2	68,5	33,1	114,1	107,0	289,2
Bi 212	727,3	19,0	33,3	33,0	70,2	34,8	120,0	107,0	289,2
	1620,5	50 ?		32,9	70,0	31,6	109,0	94,0	254,1
Tl 208	583,2	6,0	10,5	11,0	23,4	10,0	34,5	35,0	94,6
K 40	1460,8	367	644	489	1040	490	1690	1101	2976
Cs 137	661,7	1,5	2,6	1,7	3,6	7,7	26,6	11,3	30,5
	511 lps/kg		0,043		0,062		0,100		0,180

Error < ± 20%

Recuadro 2: modificación de la composición de isótopos por potasio en pruebas del suelo de Serbia Av 1, NS 1, Pa 1, comparación de pruebas G 2/1206

Pruebas	Av 1	NS 1	Pa 1	G 2	
Total potasio (mg/kg)	720	1500	1400	387	Bases del cálculo
Potasio 40 (Bq/kg)	2976	465	327	17	– Composición de isótopos: K 39: 93,258%, K 40: 0,0117%, K 41: 6,730%
Valor admisible K 40 (mg/kg)	0,084	0,175	0,163	0,045	– Actividad específica del potasio: 31200 Bq/kg de potassium 2976 Bq K 40 equivalente: 11,1 mg K 40
Valor existente K 40 (mg/kg)	11,1	1,7	1,2	0,06	– Promedio de efectos de la reacción Ca 40 (n,p) K 40: 0,2b
Modificaciones K 40 (valor real/valor prescrito)	132	10	7	1,2	Afluencia resultante en modificaciones K 40 al factor 100: 10 e 20 nvt

Les jeux de tueurs de l'armée américaine doivent être renvoyés à leur origine

par Renate et Rudi Hänsel

Dans les années 90, les simulateurs de meurtre, qui étaient utilisés par l'armée américaine et la police pour la formation en combat rapproché, ont été mis en vente sur le marché par le Pentagone à des fins d'utilisation privée générale. L'industrie du jeu informatique, qui a coopéré étroitement avec le Pentagone dès le début, a connu après cela son essor. Ce qu'on appelle les jeux de tueurs ont causé depuis de graves préjudices aux enfants et aux adolescents.

«Les jouets de guerre favorisent de toute évidence la guerre, la protection des enfants doit être plus valorisée que les intérêts de l'industrie du jouet.»

Justification de la décision du Parlement allemand du 23/6/1950

Les programmes électroniques de l'armée américaine conçus pour s'entraîner à tuer des êtres humains doivent retourner dans les casernes américaines d'où ils proviennent. Ils doivent complètement disparaître de la société civile. Cela se peut qu'ils soient appropriés pour la formation dans le combat contre la criminalité et la défense nationale, mais ils n'ont rien à faire dans les chambres d'enfants et les salles à manger familiales.

En Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, on était plus conscient qu'aujourd'hui du risque émanant du fait qu'on laisse les enfants et les adolescents jouer avec des jouets de guerre: des femmes de la CDU (Parti des chrétiens démocrates) ont réclamé au Bundestag allemand la proscription de tout jouet de guerre. Cette requête a été approuvée par le parlement allemand le 23 juin 1950 en décidant l'interdiction de la fabrication et de la commercialisation de jouets de guerre de toute sorte. Cette décision qui est valable encore aujourd'hui a été justifiée de la manière suivante: «Les jouets de guerre favorisent de toute évidence la guerre, la protection des enfants doit être plus valorisée que les intérêts de l'industrie du jouet.» (*www.schleindinger.com*)

Aujourd'hui, l'influence «meurtrière» des jeux de tueur est prouvée dans d'innombrables études, dernièrement dans une étude longitudinale allemande (*Hopf, Huber, Weiss, 2008*): De tous les facteurs qui renforcent la disposition à la violence et les actes violents commis par les enfants et adolescents (les bandes de jeunes, l'école, la personnalité, la maison parentale), l'influence des jeux violents et d'autres médias contenant de la vio-

«Il est insupportable que des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents se livrent quotidiennement souvent pendant des heures aux jeux informatiques faisant l'apologie de la violence.»

Déclaration à la presse du ministre de l'Intérieur Herrmann (CSU) lors du congrès de Munich sur la violence médiatique en novembre 2008; cf. *Horizons et débats* N° 50

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs / 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

lence, est la plus forte. Cela veut dire: même si un adolescent n'est pas prédisposé socialement, la violence médiatique a une influence directe sur sa vie émotionnelle, sa disposition à l'agression et à la violence.

L'occupation avec les jeux informatiques violents est – ceci a été prouvé dans cette étude – le facteur de risque le plus grand quant à la violence criminelle future. Le fait que les jeux informatiques favorisent la dépendance a été prouvé à maintes reprises, dernièrement dans une étude du *Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen* (L'institut de recherche criminologique de la Basse Saxe – KFN), la plus grande étude allemande relative à l'utilisation de jeux informatiques par les jeunes, publiée en mars 2009. La recherche actuelle sur le cerveau (*Hüther, Spitzer*) confirme également ces rapports. [*«Wie das Gehirn Bildschirmgewalt verarbeitet»* (Comment le cerveau assimile la violence à l'écran)] dans «*Neue Zürcher Zeitung*» du 21/5/08]

Dans une analyse traitant 30 massacres perpétrés dans des écoles depuis 1995, le psychologue en matière médiatique *Rudolf Weiss* a conclu que presque dans tous les cas une consommation excessive de violence médiatique a joué un rôle essentiel. Même dans les trois cas où un trouble psychotique a été prouvé, ce sont les jeux violents qui ont joué un rôle primordial en tant que déclencheur de l'acte.

Tout cela autorise une seule conclusion qui s'impose à la raison saine de l'être humain: les programmes électroniques conçus pour s'entraîner à tuer des êtres humains doivent disparaître du marché et être proscrits par la société.

Aussi bien les familles des élèves assassinés à Winnenden que le président fédéral allemand *Horst Köhler* et *Joachim Hermann*, ministre bavarois de l'Intérieur (CSU) l'exigent. Des criminologues et des neurobiologues allemands notables s'engagent en faveur d'une interdiction. Des chercheurs renommés travaillant sur les effets de la violence dans les médias venant d'Allemagne et des USA soulèvent cette revendication déjà depuis des années.

Dans une lettre ouverte au président fédéral Köhler, à la chancelière *Merkel* et au Premier ministre du Baden-Württemberg *Oettinger* les parents endeuillés de Winnenden écrivent: «Nous voulons que les jeux de tueurs soient interdits. Des jeux aussi bien sur Internet que sur ordinateur, qui ont pour but de tuer le plus de gens possible doivent être interdits.»

Lors de la cérémonie funéraire en mémoire aux morts de Winnenden, le président fédéral Köhler donne raison aux parents: «En faisons-nous assez pour protéger nos enfants? [...] Nous savons déjà depuis longtemps que l'extrême violence, l'exhibition de corps déchiquetés et l'humiliation d'êtres humains sont au centre d'innombrables films et jeux informatiques. La raison saine ne nous dit-elle pas qu'une consommation durable de ces produits ne peut que nuire? Je trouve en tout cas que cette sorte de développement du marché doit être stoppée. Les parents et les familles des victimes m'ont dit: «Nous voulons que cela change.»» (*Spiegel Online* du 21/3/09)

En s'appuyant sur une motion du Conseil fédéral sur l'interdiction de la fabrication, de la commercialisation et de la vente de jeux de tueurs déposée par l'ancien ministre bavarois de l'Intérieur, *Beckstein* (CSU) il y a deux ans, *Joachim Herrmann*, son successeur, exige une interdiction de jeux informatiques violents: «Il existe des jeux de tueurs sur le marché, qui sont «absolument insupportables» et qui abaissent les seuils d'inhibition chez les jeunes gens.» (*www.sued-deutsche.de*)

Hans-Dieter Schwind, un des criminologues allemands les plus renommés, président de la *Deutsche Stiftung für Verbrechensbekämpfung* [Fondation allemande pour la lutte contre la criminalité] – de 1987 à 1990 président de la *Commission gouvernementale contre la violence* et depuis 2002 membre du comité du «Weisser Ring» (Alliance blanche) et fondateur du *Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen*, soulève cette revendication. Après l'attentat suicide de Winnenden, il se prononce pour une interdiction totale de

jeux violents informatiques ainsi que pour une plus grande sévérité par rapport au droit de détention d'armes. (Entretien avec la «*Neue Osnabrücker Zeitung*» du 12/3/09).

Il y a déjà quelques années, un groupe de chercheurs en matière d'effets médiatiques, récemment unis en une association appelée «*Mediengewalt – Internationale Forschung und Beratung*» (*www.mediengewalt.eu* – Violence médiatique – recherche internationale et conseil) a conclu que les produits dangereux de l'industrie du jeu ne doivent pas parvenir dans les mains des enfants et des adolescents. A la suite de Winnenden, ils écrivent dans un communiqué de presse: «Ce que nous revendiquons au moins, c'est un consensus de l'ensemble de la société sur la proscription des médias violents méprisant l'être humain.»

Le professeur *Lukesch*, un chercheur en matière d'effets médiatiques, membre du comité directeur de l'association veut que les jeux agressifs soient proscrits: «Ce n'est pas une perte culturelle si toute cette merde disparaît et si de tels jeux informatiques (jeux de tueurs) sont enlevés du marché. [...] Il est temps pour l'industrie du jeu informatique de se séparer de ces jeux agressifs et de ne plus diffuser cette merde méprisant l'être humain. La société devrait proscrire tout profit avec de tels jeux.» («*Aggressive Spiele müssen verschwinden*» (Les jeux agressifs doivent disparaître – *Faz.net* du 12/3/09)

En Suisse également, du côté politique, *Roland Näf* (PS), membre du Grand Conseil bernois a soumis en 2008 une «initiative cantonale sur l'interdiction des «jeux de tir» à l'Assemblée fédérale»: il demande à celle-ci «de créer les bases légales permettant l'interdiction de la production, de la publicité, de l'importation, de la vente et de la diffusion des jeux électroniques dans lesquels la violence brutale exercée contre des êtres humains et des êtres à ressemblance humaine contribue à la réussite du jeu.»

Initiative cantonale sur l'interdiction des «jeux de tir»

Se fondant sur l'article 160-1 de la Constitution fédérale et sur l'article 79-1b de la Constitution cantonale bernoise, on demande à l'Assemblée fédérale de créer les bases légales permettant l'interdiction de la production, de la publicité, de l'importation, de la vente et de la diffusion des jeux électroniques dans lesquels la violence brutale exercée contre des êtres humains et des êtres à ressemblance humaine contribue à la réussite du jeu.

Motion de *Roland Näf-Piera*, Muri (PS)

«Le Parlement européen préconise pour la défense des droits de l'enfance, la création d'une réglementation adéquate, efficace et proportionnée en dialogue avec les fournisseurs d'accès, les médias (les télévisions publiques et privées, la publicité, la presse, les jeux vidéo, les téléphones mobiles et Internet) et les industries en vue notamment d'interdire la transmission d'images et de contenus nocifs (y compris le phénomène du harcèlement électronique) et la commercialisation de jeux vidéos violents qui peuvent porter préjudice au développement psychologique et physique de l'enfant dans la mesure où il encourage la violence et le sexisme. [...]

Stratégie européenne pour les droits de l'enfant – décision du Parlement européen du 16 janvier 2008 en vue d'une stratégie européenne pour les droits de l'enfant (2007/2093 (INI))

Il est grand temps d'unir les efforts des pays particuliers visant à protéger efficacement notre jeunesse, pour parvenir à une proscription internationale de ces «mines antipersonnel nuisant à l'âme» (*koelner.aufwurf@gmx.de*). Des organisations internationales comme l'ONU et l'Unesco doivent y contribuer. Alors, les choses changeront vraiment dans la réalité. •



ISBN: 978-3772522253

Courrier  des lecteurs

L'entraînement à la violence destructrice devrait être proscrit

Il est surprenant de voir le manque de réflexion dans de nombreux commentaires sur les récents actes de violence, qui prétendent qu'une interdiction des jeux de tuerie serait inutile. Il est tout de même connu de tous les formateurs, entraîneurs, thérapeutes et enseignants que la pratique par le biais d'un simulateur est l'une des méthodes les plus efficaces d'apprentissage. Les pilotes apprennent sur des simulateurs de vol, des soldats sur des simulateurs de conduite de chars, des élèves apprennent les langues interactivement grâce à leurs PC, etc. ... Pourquoi un entraînement au tir et à la désensibilisation par l'ordinateur remettrait-il en question ce que toutes les autres expériences en place depuis longtemps ont largement prouvé? Bien entendu, une très petite partie seulement des joueurs de jeux violents mettent leur simulation meurtrière en pratique. Mais qui ose nier que les tendances grandissantes aux brutalités «banales» chez les jeunes ont un rapport avec l'ordinateur et sont basées sur l'accoutumance à des actes de violence?

Il est certain que les auteurs potentiels et extrêmement dangereux ne peuvent, malgré tou-

tes les subtilités psychologiques, être détectés à temps. Mais comme le divertissement par le jeu de violence ne répond à aucune nécessité, on peut facilement réduire ce risque, fût-il «petit». Il suffirait d'interdire purement et simplement les jeux de violence. Bien sûr, les jeux de violence pourront toujours être téléchargés depuis Internet, mais il n'y a pas de différence à faire entre l'interdiction de sites représentant des scènes de violence et des sites pornos ou criminels. Les contrevenants pincés n'ont jamais revendiqué l'abolition de l'interdiction de ces pratiques! En outre, l'argument que la violence est aussi présente dans les films de divertissement n'est pas fondé: il existe en matière de méthode d'apprentissage une énorme différence, entre la consommation passive (en l'occurrence, voir un film) et l'entraînement actif (ici, s'entraîner virtuellement à tuer). L'exercice «ludique» de la violence destructrice pour satisfaire des instincts primitifs doit être proscrit dans notre société civilisée – sans compromis.

Dr M. Neuenschwander, Berne

La politique est la première responsable de la crise financière

Le ministre allemand des Finances Steinbrück est depuis longtemps la cible de critiques

par Karl Müller

La *Hypo Real Estate* (HRE) est une banque d'investissements (immobilier et financements de l'Etat) qui a plongé dans la spéculation en milliards et se retrouve maintenant, selon un rapport récent, avec des papiers sans valeur d'un montant de 235 milliards d'euros portés dans son bilan officiel, soit 60% de ce dernier. Pour l'instant, cette banque a obtenu des garanties de l'Etat dont les montants atteignent des dizaines de milliards, pris naturellement dans l'argent du contribuable.

Dans l'après-midi du 26 mars, le groupe parlementaire socialiste (SPD) du Bundestag a fait savoir aux groupes parlementaires des Libéraux (FDP), des Verts et de «Die Linke» qu'il n'était pas encore disposé à soutenir leur motion demandant la mise en place d'une commission d'enquête au sujet du comportement financier de la HRE. Ainsi la décision est reportée à la séance après Pâques, soit dans trois semaines. Et cela, seulement à quelques mois des élections au Bundestag, alors que le rapport de la commission devra être terminé jusque-là.

Le SPD reporte les travaux de la commission d'enquête concernant *Hypo Real Estate*

Le comportement du SPD va à l'encontre de la loi sur les commissions d'enquête («Lorsque la demande de mise en place est fournie par un quart des membres, le Parlement a le devoir d'en décider immédiatement cette mise en place»). Les membres du FDP ne se sont pas fait faute de dénoncer cette tactique de retardement.

Cette commission d'enquête, voulue par les trois groupes parlementaires, doit, selon la demande présentée le 26 mars, non seulement enquêter sur la demande de finances de la HRE, mais aussi de savoir si «dans le domaine d'activité du ministre des Finances [...] ou de la banque nationale des arrêts, des directives, des erreurs d'estimations, des déclarations publiques, des omissions ou d'autres actes ont contribué à provoquer les irrégularités survenues au sein de la *Hypo Real Estate Holding AG* (HRE), les ont aggravées ou ont mis sur le dos de la population des charges évitables allant jusqu'à 87 milliards d'euros en reprenant des risques, ceci dans le cadre des garanties du gouvernement, mais aussi des charges accrues du budget auxquelles il faut s'attendre.

Que savaient le gouvernement et Peer Steinbrück?

En fait: la commission d'enquête doit établir, entre autre, «dans quelle mesure et depuis quand le Gouvernement, et notamment le ministre des Finances *Steinbrück*, était au courant des problèmes de liquidité de la HRE, mais aussi depuis quand et à quel point le ministère des Finances avait été informé par l'*Office fédéral de contrôle des finances* (BaFin) quant au nécessaire refinancement de la HRE ou de ses filiales, ce qui avait été constaté par le BaFin dans la mesure où il avait procédé lui-même à des contrôles ou qu'ils avaient été menés par la Banque nationale. [...] Mais aussi, depuis quand le Gouvernement, et notamment le ministère des Finances, était au courant que les exigences, venues de la séparation de la HRE [de la banque *HypoVereinsbank*], [...] étaient prescrites depuis le 28/9/08.»

Ces formulations reposent sur des rapports (*Der Spiegel* 6/2009) selon lesquels l'office de la surveillance des banques avait déjà exigé au printemps 2007 que la *Holding HRE Depfa*, une filiale de la HRE sise en Irlande et occupée essentiellement à spéculer, avec pertes sérieuses, avec des titres financiers assurés, soit soumise à l'organe étatique de surveillance financière. A mi-janvier 2008, la surveillance bancaire avait demandé à la HRE un rapport financier et des risques et y avait découvert des «indications concernant des difficultés de liquidité», comme se plût à s'exprimer le ministère des Finances, le 24 mars 2009, en réponse à une question du groupe parlementaire FDP du

11 février 2009 (cf. Bundestagsdrucksache 16/11950).

Les faits ne devaient être révélés qu'après les élections nationales

Le ministre des Finances Peer Steinbrück prétend toutefois n'avoir été mis au courant que le 22 septembre 2008, concernant les difficultés financières de la HRE. Il est intéressant de savoir que le 25 septembre 2008 Steinbrück avait pointé du doigt les politiciens socialistes estimant que: «la crise du marché financier est essentiellement un problème américain.» C'était quelques jours avant les élections en Bavière, moment où la vérité concernant la politique du parti socialiste et de son ministre des Finances ne devait jouer aucun rôle.

Ce n'est que le 29 septembre, soit un jour après ces élections régionales, que fut révélé le fait qu'il fallait mettre 35 milliards d'euros en garantie pour la HRE, dont 27 milliards venaient du budget, donc des contribuables. Si, toutefois, il est vrai que les exigences de la HRE à sa maison mère d'alors, la banque *HypoVereinsbank* qui se trouvait en mains italiennes, étaient prescrites depuis le 28 septembre, alors la date du 29 septembre prend toute son importance, selon les motionnaires demandant la commission d'enquête.

Le groupe parlementaire FDP avait hésité longtemps à s'associer à la demande de mise en place d'une commission d'enquête. Mais la réponse évoquée ci-dessus à la question du groupe parlementaire FDP, fit que ce parti changea d'opinion et le chef de ce groupe, *Guido Westerwelle*, déclara au Bundestag que «le Gouvernement fédéral, par sa tactique d'occultation, ne nous laisse pas d'autre solution.»

Tactique d'occultation et autosatisfaction gênante

En fait, en lisant la réponse du ministère des Finances à la question du groupe parlementaire FDP, on se heurte à une autosatisfaction gênante («Avec les mesures de soutien, le système financier allemand a été stabilisé»). A part ça, rien de concret.

L'affirmation que, selon l'opinion du ministère, une «situation menaçante» ne serait apparue qu'après l'effondrement de la banque *Lehman Brothers* le 15 septembre en dit long. Comme si, avant le 15 septembre, tout avait été dans l'ordre. Il est intéressant de constater que c'est l'actuel vice-président du conseil d'administration de la banque *HypoVereinsbank*, celle qui n'avait plus rien à payer à partir du 29 septembre 2008 – selon les dires des partis d'opposition – qui a pris part aux négociations concernant l'appui à fournir à la HRE.

On peut lire dans la déclaration de presse du groupe parlementaire FDP du 26 mars que «la HRE est artificiellement maintenu en vie grâce aux garanties étatiques de 87 milliards d'euros. L'opposition reproche, entre autre, au gouvernement d'avoir ignoré les dates de prescriptions au grand dam des contribuables. De plus, on peut se demander si le ministre des Finances Peer Steinbrück (SPD) avait déjà été au courant des difficultés de liquidité de la banque auparavant.» De plus, Steinbrück avait, par sa déclaration que la HRE serait liquidé, rendu difficile les conditions de refinancement de la banque, soit la possibilité de recevoir de nouveaux crédits pour éponger ses dettes.

Décisions erronées, négligences, échappatoires – Steinbrück fait payer cher les contribuables

On ne peut guère prétendre que les partis d'opposition se trompent. Il faut se rappeler que ce même Steinbrück avait été l'objet de forts reproches au sujet de la surveillance de la *Westdeutsche Landesbank* et de la *Deutsche Industriebank IKB*, cette dernière étant en fait une banque pour fournir des crédits aux classes moyennes. Dans ces deux cas, les contribuables durent et doivent encore débours des milliards du fait de décisions erronées. Deux citations vont soutenir cette thèse. En novembre 2007 déjà,



3 grands établissements bancaires allemands qui, ces dernières années, ont perdu des milliards d'euros en spéculant. L'actuel ministre allemand des Finances Peer Steinbrück a toujours été impliqué. Il est urgent d'éclaircir dans quelle mesure. (photo mad)

Steinbrück avait annoncé que le sauvetage de l'IKB ne coûterait rien aux contribuables («*Handelsblatt*» du 29/11/07). Un mensonge effronté. Le 21 février 2008, le professeur d'économie de gestion d'entreprise, mais aussi d'économie bancaire et de crédit de l'Université de Würzburg, *Ekkehard Wenger*, avait reproché, lors d'une interview à la radio N24, au ministre des Finances, concernant l'IKB, une fausse ingénuité et avait exigé sa démission immédiate en tant que membre du conseil d'administration de la banque d'Etat *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW), le principal actionnaire de l'IKB. A son avis, Steinbrück aurait eu une responsabilité déterminante dans les désastreuses spéculations de l'IKB. De son côté, le chef du groupe parlementaire «Die Linke», *Ulrich Maurer*, estima le 4 avril 2008, que «la tentative de Peer Steinbrück de se blanchir dans l'affaire IKB était une tromperie éhontée de la population.» [...] «Le gouvernement avait mis en œuvre la KfW pour encourager les affaires de crédit par garantie. Et on peut affirmer qu'il a utilisé sa position de force au sein de l'IKB pour atteindre ce but.» La KfW fut le levier, l'IKB la pointe de la lance et *Jörg Asmussen* le responsable du projet au ministère.»

On ne souhaite pas que l'enquête aboutisse

Entre-temps, 90% des actions IKB furent vendues, à prix bradé, à *Lone Star*, la firme américaine d'investissement. Selon la chaîne de télévision ARD du 26 mars, *Lone Star* a interrompu les examens destinés à enquêter sur les origines et les responsables du désastre de l'IKB, alors que cette enquête était en passe de fournir des informations définitives. Cette décision d'interruption se fit grâce à la majorité des voix de l'investisseur, lors de l'assemblée générale, et cela à l'encontre des petits actionnaires.

Quant à la banque d'Etat KfW, on a appris le 27 mars par *Spiegel Online* que non seulement elle avait subi un déficit de 6,2 milliards d'euros en 2007, mais que l'année 2008 en avait rajouté 2,7 milliards, dont 2 milliards d'euros pour éponger des pertes spéculatives sur des «papiers valeurs et des dérivés».

La politique allemande est donc loin d'être aussi innocente qu'elle tente de se présenter.

Libre circulation des capitaux jusqu'à l'excès

Ce qui n'étonne pas vu l'idéologie en vogue et la pratique qui en découle: Le secrétaire d'Etat au ministère des Finances, *Jörg Asmussen*, (l'éminence grise de Steinbrück) a exprimé dans un article paru en octobre 2006 qu'il était favorable aux spéculations financières. Il écrivit dans la revue «*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen*» que le marché pour les *Asset Backed Securities* (ABS) se développait très positivement en Allemagne. Il fallait que le ministre des Finances veille à ce que «les instituts ne soient pas soumis à des obligations de surveillance et de documentation inutiles lorsqu'ils investissent dans des produits ABS usuels et bien notés». Les *Asset Backed Securities*, ce sont avant tout des produits du marché financier hautement

spéculatifs qui ont grandement contribué au désastre actuel.

Et lorsqu'on y regarde de plus près on réalise que c'est l'UE qui avait pris les devants avec ses directives en faveur de la libre circulation des capitaux jusqu'à l'excès, une des raisons du marasme actuel. Et ce fut le gouvernement rose-vert de *Schröder/Fischer* qui avait supprimé toutes les barrières destinées à retenir les spéculateurs du marché financier.

En cela, il imita le gouvernement démocrate de *Bill Clinton*, dans lequel se trouvait déjà l'actuel ministre des Finances d'Obama, *Timothy Geithner*, ainsi que le conseiller national en économie d'Obama, *Lawrence Summers*. *Michel Chossudovsky*, professeur d'économie canadien, avait attiré l'attention sur ces faits dans un article paru dans «*Horizons et débats*» n° 49 du 8/12/08 («Les artisans de la débâcle économique continuent leur besogne au sein du gouvernement Obama»).

Le SPD suit les traces d'Obama – dans quelle direction?

Le SPD se montre particulièrement prêt à s'adapter au nouveau gouvernement américain. Son secrétaire général *Heil* veut mener le parti vers les prochaines élections avec le fameux, mais creux slogan d'Obama «Yes, we can». Quand au candidat socialiste à la chancellerie allemande, l'actuel ministre des Affaires étrangères *Steinmeier*, il a écrit une lettre, début janvier, au nouveau président américain, en lui passant la brosse à re-luire: «Vous avez redonné un élan au rêve américain, objet de l'admiration depuis plus de 200 ans d'une multitude de gens dans le monde. [...] J'ai maintenant 53 ans et jamais tout au long de ma vie je n'ai vécu autant d'espoir lors de l'intronisation d'un président américain. [...] Vous avez enthousiasmé les gens aux Etats-Unis, et bien au-delà, pour un nouveau départ vers un avenir commun. [...] Nous pouvons ensemble redessiner le monde du XXI^e siècle. [...] Accordez-nous de préparer un «nouvel agenda transatlantique» et de lui donner vie.»

L'année 2009 est celle des élections au Bundestag. Les socialistes espèrent se renforcer en se plaçant du côté d'Obama. Mais que veut ce dernier? Pour quels objectifs américains le SPD pourrait être engagé? Pour un programme aux dépenses somptuaires servant d'abord au monde financier ainsi qu'à l'industrie de l'armement? (cf. «*Horizons et débats*» n° 11/12 du 30/3/09) Pour les guerres futures? Pour maintenir la domination américaine sur le monde? Avec le SPD comme dirigeant des vassaux d'une grande puissance allemande?

Angela Merkel a soutenu son ministre des Finances, contre les voix de son propre parti et de son propre camp, tout en attaquant les libéraux, ce qui semble avoir déterminé le FDP à appuyer la demande de mise en place d'une commission d'enquête.

Est-ce que *Angela Merkel* veut se maintenir au pouvoir à la tête d'une nouvelle coalition entre elle et le SPD au service de la politique américaine? Voilà bien des questions qui demandent réflexion.

La FED et la «magie» de l'argent

par Werner Wüthrich, Zurich

Au sujet de la «crise financière» deux livres ont paru aux USA et sont traduits en allemand: «The Dollar-Crash» par Ellen Brown et «The Creature from Jekyll Island» par Edward C. Griffin. Les deux auteurs arrivent à la même conclusion que la crise financière aboutira à une crise du dollar. Un assainissement durable du système financier serait uniquement possible avec une réforme fondamentale du système monétaire. Les deux exigent l'abolition de la banque d'émission américaine, la FED (Federal Reserve System). Sa manière de travailler serait la cause principale des difficultés actuelles et empêcherait une amélioration durable. Brown et Griffin représentent deux mouvements de la politique américaine et de la population. Leurs opinions sont rafraîchissantes – et tellement différentes des communications officielles.

Les deux livres d'Ellen Brown et d'Edward C. Griffin pèsent lourd dans la main – ils comptent les deux plus de 600 pages. Plus d'un lecteur réfléchira s'il veut vraiment commencer par la première page. S'agit-il de théories monétaires compliquées? – La première impression est trompeuse. Celui qui avance page par page ne sera pas déçu. Brown, aussi bien que Griffin accompagnent le lecteur dans un langage clair et compréhensible à travers l'histoire monétaire et économique des USA. Et celle-ci est passionnante. Le voyage commence par les premiers colons au XVII^e siècle qui, dans leurs communautés fraîchement fondées, réfléchissaient à des questions d'argent et essayaient d'établir leur propre ordre monétaire. Est-ce que nous reprenons tout simplement la monnaie de l'Europe? Ou bien créons-nous notre propre monnaie? En fin de compte nous voulons devenir indépendants. Qui devra le faire? Est-ce une tâche pour les communes ou pour des régions plus grandes? Fondons-nous une banque d'Etat à nous – d'après le modèle de la *Bank of England*? Est-ce que notre monnaie doit être constituée par des pièces d'or et d'argent, est-

ce que nos billets de banque doivent être couverts du métal précieux? Ou bien pouvons-nous tout simplement imprimer de l'argent en papier? Cela suffit-il d'avoir une couverture partielle de nos billets de banque par l'argent ou l'or? – Que de questions. – Beaucoup d'essais ont été faits. Le champ d'action était large, parce qu'il ne fallait pas seulement construire le système monétaire et financier mais aussi les autres institutions d'Etat. Le «Continental» était l'une des monnaies avant la fondation de l'Etat fédéral. – Une réponse claire et sans équivoque, les colons ne l'ont pas trouvée. Leurs finances sont restées pour longtemps un champ d'expériences. Ils ont vu de tout: des périodes stables, l'inflation, l'escroquerie, la perte totale, de nouvelles monnaies etc.



ISBN: 978-3-938-51628-7

Brown et Griffin démontrent le combat pour un système monétaire fiable aux USA. Même après la fondation de l'Etat fédéral en 1778, le calme ne s'est pas établi. Le lecteur s'étonne lorsqu'il apprend que la FED actuelle n'est pas du tout la première banque d'émission des USA. Avant, déjà trois banques centrales d'émission avaient existé qui, avec une concession du Congrès, émettaient de la monnaie. Cependant, ces institutions n'avaient pas réussi à gagner la confiance de la politique et de la population. Le Congrès des USA leur a retiré la concession, souvent déjà après quelques années.

Intérêts divergents

Derrière ces événements divers groupes d'intérêt ont agi: de grandes banques, domiciliées avant tout sur la côte Est ont approuvé l'institution d'une banque centrale d'émission privée qui émettrait de la monnaie avec la concession de l'Etat et le prêterait contre des intérêts aux banques d'affaires et au gouvernement. Cet argent était partiellement couvert par l'argent ou l'or. Beaucoup de petites banques, avant tout à la campagne, ont combattu cette solution parce qu'elles craignaient qu'une telle banque centrale ne tienne compte que des intérêts des puissants.

Un autre groupement souhaitait que des communautés et plus tard aussi le gouvernement fédéral à Washington émette de la monnaie sans intérêts et qu'il finance ainsi ses propres dépenses. Il faudrait de toute façon de la nouvelle monnaie pour ravitailler en argent l'économie grandissante. Comme ni remboursement ni intérêts n'étaient prévus, on aurait pu en revanche – d'après leur idée – renoncer à des impôts. Si le parlement et le gouvernement contrôlaient cette tâche et l'exerçaient avec circonspection, l'inflation pourrait être évitée.

Il y avait un troisième groupement qui ne faisait confiance ni à l'argent des banques ni à celui de l'Etat. Les deux inviteraient à l'abus et à l'escroquerie. Il souhaitait une

sorte de monnaie des citoyens en monnaie d'argent et d'or, dont les billets de banque seraient couverts à 100%. Il suffisait de fixer le contenu en métal précieux par la loi. Ni la banque d'émission ni le gouvernement n'étaient nécessaires. Toutefois, une banque d'émission étatique pourrait fabriquer de telles pièces de monnaie. Des billets de banque, couverts à 100% pourraient par contre être émis par chaque banque sérieuse dans tous les Etats fédéraux. L'argent des banques qui ne respecteraient pas ces règles serait simplement ignoré.

Ces intérêts fondamentalement divergents ont conduit à une véritable lutte pour le pouvoir autour et aussi contre la banque d'émission et autour du droit de fabriquer de l'argent. Aucun de ces trois groupes d'intérêts ne s'est vraiment imposé, ce qui s'exprime dans le fait que la banque centrale d'émission a été fondée trois fois et supprimée trois fois. C'étaient la *Bank of North America*, la *First Bank of the United States* et la *Second Bank of the United States*. Cette lutte pour le pouvoir a été décisive seulement avec la fondation de la FED actuelle en 1913.

Rencontre secrète sur l'île de Jekyll Island

L'acte de fondation a été préparé à l'époque par les représentants des premières banques mondiales comme *Morgan*, *Rockefeller*, *Kuhn-Loeb* (devenue plus tard par fusion *Lehman Brothers*) et autres, ensemble avec des représentants du gouvernement, sur l'île de *Jekyll Island* dans l'Etat de Géorgie. Il y avait aussi des représentants de grandes banques européennes. La rencontre était tenue absolument secrète. Lors de ce «séminaire» d'une semaine les structures du système monétaire actuel furent fixées. Cet événement et ses répercussions sur la politique et l'économie se sont seulement fait connaître peu à peu et plus tard. Le *Federal Reserve Act*

Suite page 7

L'argent gouvernemental et l'étalon-or dans le mouvement de réforme financière américain

ww. La FED (Réserve fédérale américaine), sa fondation en 1913 et les efforts actuels pour la supprimer sont au cœur des ouvrages de *Griffin* et de *Brown*. En outre, les auteurs exposent leur conception du système financier et justifient leurs propositions de réforme. Nous allons les résumer ici. Les idées de *Griffin* et de *Brown* sont ancrées dans l'histoire américaine. On peut distinguer trois tendances.

1. Argent des banques centrales (banques d'émission)

Très tôt dans l'histoire américaine, des politiques ont cherché à créer, parallèlement aux banques, une banque centrale qui émet des billets et les met à la disposition des banques d'affaires et éventuellement du gouvernement moyennant intérêts. A leur tour, les banques d'affaires prêtent l'argent à leurs clients moyennant intérêts. Cette «monnaie de banque» peut être partiellement couverte par de l'or. Ce fut le cas aux Etats-Unis jusqu'en 1971. Ou bien, comme aujourd'hui, elle peut être créée sans couverture, à partir de rien, de manière quasi illimitée.

La banque centrale doit veiller à la stabilité de la monnaie en fournissant de l'argent aux banques, en soutenant leur politique commerciale et éventuellement – avec le gouvernement – ou bien jouer les sauveurs lorsqu'elles sont en difficulté (comme aujourd'hui). Ces idées se sont imposées lors de la fondation de la FED et elles imprègnent toujours le système financier dans le monde entier.

2. Argent gouvernemental

Egalement tôt dans l'histoire américaine, certains politiques voulaient faire émettre de la monnaie aux collectivités locales, aux régions ou au gouvernement fédéral (qui représente la totalité du peuple américain). C'est la position d'Ellen Brown. Nous y reviendrons.

3. «Monnaie citoyenne» (étalon-or classique) L'étalon-or est parfois appelé «monnaie citoyenne» parce que ni l'Etat ni la banque centrale ne sont en principe nécessaires à son émission. Il suffit qu'une autorité de l'Etat définisse le poids de la monnaie en argent ou en or (et fabrique les pièces de monnaie dans un hôtel des monnaies). Ainsi, chaque banque privée d'une certaine importance peut émettre des billets de banque couverts à 100%. C'est la position défendue par *Griffin*.

L'argent gouvernemental

Comment *Brown* justifie-t-elle le principe de l'argent gouvernemental? «Le cartel des banques privées a mené le système au bord de l'effondrement. C'est pourquoi l'argent gouvernemental s'impose. Donner au Congrès le pouvoir de créer de l'argent peut libérer les générations futures du fardeau consistant à payer continuellement des intérêts à une élite d'oligarques financiers qui n'ont rien fait pour mériter cet argent.» (*Brown*, p. 465)

Le gouvernement et le Congrès créent de l'argent exempt de dettes et d'intérêts et le dépensent dans l'intérêt général. En contrepartie, l'impôt sur le revenu de l'Etat fédéral est aboli totalement ou en partie (il se monte aujourd'hui à 40% des revenus privés). Une banque centrale n'est donc pas nécessaire. On peut éviter l'inflation quand l'argent neuf correspond à une prestation. Dans ce système, il ne peut pas y avoir de faillite. Les banquiers deviennent des fonctionnaires de l'Etat. «Même si les politiciens responsables de notre politique financière s'avéraient aussi corrompus que les banquiers, la monnaie créée par le gouvernement serait en tout cas exempte de dettes.»

Comment pourvoir les citoyens en argent?

Un service bancaire communautaire ou gouvernemental accorderait des crédits sans in-

térêts également à des particuliers. Ceux-ci pourraient créer et toucher leur propre argent par l'intermédiaire d'une sorte de Chambre de compensation du crédit. «Les citoyennes et les citoyens deviendraient alors des émetteurs souverains de leur argent – en tant que collectivité et également à titre privé. Chacun peut décider lui-même combien d'argent il va retirer contre des garanties par l'intermédiaire du service en ligne qui opère et enregistre la transaction de crédit.»

Le remboursement s'effectue exactement comme aujourd'hui. Il y a des garanties et le remboursement est réalisé le cas échéant avec l'aide d'un office de recouvrement et de poursuites mais, à la différence de ce qui se passe actuellement, les crédits sont sans intérêts.

Qu'en est-il des dettes d'Etat?

Brown sait exactement comment amortir les considérables dettes d'Etat: Les emprunts d'Etat pourraient être complètement remboursés avec de l'argent public nouvellement créé (*greenbacks*). Le paiement des intérêts qui, actuellement, grèvent lourdement le budget serait immédiatement supprimé. Si les titres sont immédiatement anéantis, la masse monétaire ne changera absolument pas parce que les valeurs d'Etat sont considérées aujourd'hui également comme de la monnaie (monnaie M3). Dans la masse monétaire, les valeurs d'Etat seraient simplement remplacées par des *greenbacks*. Même les nombreux étrangers qui possèdent aujourd'hui des valeurs d'Etat ne seraient pas lésés: ils auraient simplement des *greenbacks* à la place des valeurs d'Etat. Il n'y aurait donc pas d'inflation.

Ça a l'air très simple. Seulement des pays comme la Hongrie, la Grèce, l'Ukraine, la Lettonie ne peuvent pas imprimer de *greenbacks* pour échapper à la faillite imminente. Les Etats-Unis ont aujourd'hui une situa-

tion privilégiée. C'est le seul pays qui puisse rembourser avec sa propre monnaie les dettes qu'il a contractées dans le monde entier.

Aperçu historique

La proposition de mettre en circulation de l'argent gouvernemental sans intérêts a une longue tradition: Le premier ministre des Finances américain, *George Hamilton*, membre du gouvernement de *George Washington* (1798–1797), avait déjà un projet de cette sorte. On dit que *Benjamin Franklin* avait également une telle idée. Mais c'est *Abraham Lincoln* qui est devenu célèbre à ce propos. Il a émis des *greenbacks* – indépendamment des banques – pour financer la guerre civile (1861–1865). La guerre s'est achevée par une victoire pour l'Union et pour les *greenbacks*. Comme l'écrit *Brown*, il paraît que *Lincoln* avait le projet d'utiliser encore après la guerre les *greenbacks* comme monnaie gouvernementale sans intérêts. Il est évident que les grandes banques n'étaient pas d'accord. Certains pensent que c'est la raison pour laquelle *Lincoln* a été assassiné.

Le gouvernement suivant est revenu à la monnaie bancaire. Tous les citoyens n'ont pas accepté la démarche. Plusieurs partis ont été fondés qui tous voulaient réformer le système bancaire dans l'esprit de *Lincoln*. Les plus importants ont été le *Populist Party* et le *Greenback Party*. Dans les années 1930, le *Populist Party* est intervenu dans le débat: les grandes banques devaient être nationalisées et le gouvernement émettre sa propre monnaie. Le Congrès a adopté un article additionnel à la Constitution qui permettait cette mesure, mais on n'en est pas arrivé là. A la conférence de *Bretton Woods*, en 1944, *Keynes* proposa la création d'une monnaie internationale, le *bancor*, qui se rapprochait

Suite page 7

«La FED et la «magie» de l'argent» suite de la page 6

été voté par «une attaque surprise» peu avant Noël 1913 par le Congrès. Dans le même paquet de lois l'Etat fédéral a obtenu le droit de percevoir des impôts sur le revenu. Depuis 1913, l'argent de la FED est valable. La FED est un cartel privé de grandes banques qui travaille avec une concession du Congrès.

Opposition

Les groupes d'intérêt qui ont été vaincus à l'époque n'ont cependant pas abandonné la partie. Ils s'emploient jusqu'à aujourd'hui à réformer le système monétaire. Ils sont ancrés dans la population et ont du soutien politique. Ils n'ont cependant pas les mêmes objectifs. Sur un point cependant, ils sont tous d'accord: la FED avec sa politique désastreuse doit être abolie.

Ellen Brown appartient au groupe de l'«argent gouvernemental». On appelle ce mouvement aux USA les «Greenbackers». Griffin par contre défend une sorte de «mon-



ISBN: 978-3-938516-69-0

«L'argent gouvernemental et ...» suite de la page 6

d'une monnaie gouvernementale. Mais on n'y donna pas suite.

L'idée d'une monnaie gouvernementale a eu des partisans également dans les grands partis. Selon Brown, John F. Kennedy aurait, peu avant d'être assassiné, laissé entendre dans un discours qu'il allait, sans banques ni FED, émettre de la monnaie sans intérêts.

Comme pour Lincoln, on soupçonne qu'il a été assassiné pour cette raison. Cette thèse, qui fait partie aujourd'hui de l'histoire des Etats-Unis, a été examinée dans plusieurs ouvrages sans qu'on ait pu apporter de preuve tout à fait convaincante. Comme celui de Lincoln, le successeur de Kennedy a pris ses distances à l'égard de la monnaie gouvernementale.

La faute aux populistes?

L'idée que le Congrès et le gouvernement émettent des billets de banque, utilisent cette monnaie dans l'intérêt général et suppriment la dette par-dessus le marché séduit par sa simplicité. Il n'y aurait ni intérêts ni remboursement. En contrepartie, on pourrait renoncer totalement ou partiellement à l'impôt sur le revenu. On comprend pourquoi les médias influencés par les grandes banques ont dénigré le Parti populiste. Peut-être est-ce là l'origine de la connotation péjorative du terme «populisme».

Monnaie alternative sans intérêts et monnaies complémentaires

Brown fait l'éloge des nombreuses monnaies alternatives et complémentaires qui ont été émises par des collectivités locales ou régionales aux Etats-Unis et ont renforcé la cohésion et favorisé le développement régional. Elle mentionne 31 monnaies locales ou régionales sans intérêts dont une partie date de l'époque de la colonisation.

Etalon-or: monnaie honnête et stable

De nombreux Américains comme *Thomas Jefferson*, *Andrew Jackson* se sont éle-

naie citoyenne» et avec cela l'étalon-or classique. Ce groupement s'appelle aux USA «Gold bugs». Qu'est-ce qu'ils ont contre la FED?

Abolition de la FED

Commençons par l'objet principal des réformistes: Griffin et Brown voient tous les deux la cause principale de la crise financière actuelle dans la manière de travailler de la FED. Griffin désigne la méthode de la banque d'émission comme mécanisme *Mandrake*. Pour comparer, il utilise un personnage d'une bande dessinée américaine des années 40, appelé *Mandrake*: le magicien. La spécialité de ce personnage était de créer des choses à partir du néant et quand il en avait envie, de les faire disparaître de nouveau dans le néant. Ellen Brown utilise également un conte de fée américain comme analogie, «Le magicien d'Oz». – Qu'est-ce que la banque d'émission américaine a en commun avec un magicien? Pourquoi sa façon de travailler est-elle si mystérieuse? Est-ce qu'elle a une formule secrète pour fabriquer de l'argent – semblable aux alchimistes du temps de *Goethe* qui avaient cherché une formule pour pouvoir fabriquer de l'or?

Le mécanisme *Mandrake*: «magie» de l'argent

Eh bien, elle n'est pas si secrète – cette «formule magique». Elle n'est seulement pas si facile à comprendre. Il s'agit de la question centrale: comment est fabriqué l'argent avec lequel nous faisons nos paiements tous les jours?

Un peu simplifié: la FED crée quelque chose à partir du néant – justement l'argent. Comme ça, tout simplement – comme avec un bâton magique –, la plupart avec un simple clic sur l'ordinateur. Seulement encore 6% de l'argent sort de l'imprimerie en billets de banque. Ces dernières semaines des sommes inouïes auraient été créées – des milliards ou même des billions de nouveaux dollars. Qu'est-ce qui se passe avec ces nouveaux dollars? – Dès qu'ils voient la lumière du jour ou apparaissent sur l'écran ils se transforment en dette. Car la FED les prête contre intérêts. A qui?

vés avec force contre le papier-monnaie non couvert (ou partiellement couvert) mis en circulation par une banque centrale. A trois reprises, il a été possible de retirer leur concession aux banques centrales (qui faisaient cela). *Thomas Jefferson*, rédacteur de la Déclaration d'indépendance et futur président, a forgé l'expression d'«argent honnête et stable».

On a conservé un dialogue entre *Thomas Jefferson* et *Alexander Hamilton*. Le premier était ministre des Affaires étrangères et le second Ministre des Finances du premier gouvernement américain (1789–97):

Jefferson: «Une banque centrale privée qui émet de la monnaie est plus dangereuse pour la liberté des hommes qu'une armée permanente. Nous ne pouvons pas tolérer que nos leaders nous imposent des dettes permanentes.»

Hamilton: «Aucune société ne peut réussir si elle ne rend pas compatibles les intérêts et la fortune des citoyens riches avec ceux de l'Etat. [...] Un endettement modéré peut être une bénédiction pour le pays.» (Griffin, p. 373)

Large soutien

Il existe aujourd'hui encore aux Etats-Unis un véritable mouvement populaire qui demande avec insistance une monnaie honnête et stable. Sa référence est *Thomas Jefferson*. *Alan Greenspan* a lui aussi longtemps défendu avec conviction la couverture-or comme étant le meilleur système. (Cela changea lorsqu'il fut nommé membre du directoire de *J.P. Morgan* puis président de la FED). Des économistes comme *Ludwig von Mises*, *Murray Rothbard*, *Jörg Guido Hülsmann* ont également confiance dans ce système. Dernièrement, le député au Congrès *Ron Paul* a proposé au Congrès d'abolir la FED (cf. *Horizons et débats* du.....). Lui aussi fait partie de ce mouvement. On a donné aux partisans de l'argent honnête et stable le surnom de «gold bugs». Il remonte à l'époque de la fondation de la FED où ces personnes portaient au revers un insigne représentant un scarabée d'or.

Des dettes qui se multiplient

La FED prête le nouvel argent pour un certain temps contre intérêts à des banques d'affaires. Celles-là multiplient l'argent, c'est-à-dire la dette, maintes fois.

Un exemple: la FED crée 1000 dollars à partir du néant – avec un clic de souris. Elle prête cet argent contre 3% d'intérêt à la banque d'affaires A. Celle-ci en garde 10% en réserve et prête 90% – donc 900 dollars – à un client, et demande pour cela 8% d'intérêt. Ce client achète un magnéscope avec cet argent. Le vendeur vire les 900 dollars qu'il a reçus comme dépôt sur son compte à la banque B. Celle-ci garde également 10% en réserve et prête 810 dollars à un client qui achète quelque chose avec cet argent. Le deuxième vendeur vire 810 dollars comme dépôt sur son compte à la banque C qui garde, elle aussi, 10% etc. Ce processus continue ainsi et en peu de temps les 1000 dollars que la FED a créés par un clic de souris deviennent au travers de tout le système bancaire une dette totale de 10000 dollars que les clients de la banque doivent rembourser et pour laquelle ils doivent en plus payer plus de 600 dollars d'intérêts de dette. Le paiement des intérêts et le remboursement ne se font cependant pas avec de la «magie» ou par un clic de souris, mais avec du travail.

La «magie» de l'argent devient encore plus claire lorsque les banques – comme c'était souvent le cas ces dernières années – ne gardent pas une réserve de 10% mais seulement de 5% ou encore moins. Maintenant, les 1000 dollars créés artificiellement par la FED deviennent dans le système des banques 20000 dollars de dettes, dont des intérêts doivent être payés et remboursés avec du travail.

Cette «magie» de l'argent ne s'entend pas avec le «banking» de la vieille école qui est basé sur le principe qu'il faut d'abord travailler et économiser avant de pouvoir demander un prêt. Les Américains ont tenté ces derniers vingt ans d'apporter la preuve que cela marche aussi sans économiser et que les dettes font partie de la vie normale de tous les jours. Le personnage de la bande dessinée *Mandrake* a bien donné l'exemple. – L'expérience a échoué. La «magie» de l'argent a eu pour conséquence un endettement gigantesque et rendu impossible des situations stables

Comment fonctionne l'étalon-or?

L'étalon-or classique fait correspondre l'or et la monnaie. La politique monétaire devient inutile et peu importe quelle quantité d'or, c'est-à-dire de monnaie, circule. Quand il n'y a pas assez de monnaie en circulation, le pouvoir d'achat augmente et les prix baissent. La baisse des prix n'est absolument pas un phénomène négatif car elle stimule la consommation. Le phénomène inverse est aussi valable: lorsqu'il y a trop d'or, c'est-à-dire de monnaie, en circulation, le pouvoir d'achat diminue et les prix montent. Mais ces fluctuations sont moins importantes et absolument pas comparables à celles causées par la politique monétaire actuelle. Avec l'étalon-or classique, il n'y a pas de fluctuations de l'or qui invitent à la spéculation. Ainsi, il serait absurde d'acheter de l'or avec de l'or. (Ce serait aussi absurde qu'acheter aujourd'hui un billet de cent dollars avec un billet de cent dollars.) L'étalon-or classique a vécu quelques décennies de stabilité et de calme relatifs avant 1914. Ainsi, en Suisse, la Confédération et les cantons n'étaient pratiquement pas endettés.

Griffin renvoie à l'école économique autrichienne qui a parfaitement mis en lumière le phénomène. *Jörg Guido Hülsmann* est récemment entré dans le débat avec son livre intitulé «Die Ethik der Geldproduktion». Il est professeur à l'université d'Angers et à l'Institut *Ludwig von Mises* d'Auburn, Alabama. Lui aussi demande ces jours-ci l'abolition des banques centrales. (*Finanz und Wirtschaft* du 18/3/2009)

A la fin de son livre, Griffin esquisse un nouvel ordre financier dans lequel le dollar est couvert à 100% par de l'or ou de l'argent et retrouve son ancienne solidité. Les considérables réserves d'or et d'argent que possèdent encore les Etats-Unis pourraient servir à cette fin. Il montre qu'une telle réforme monétaire (et le remboursement des dettes) pourrait être réalisée sans grandes difficultés. On ne devrait absolument pas renoncer aux moyens de paiement modernes comme les cartes de crédit et l'argent électronique. Si l'on s'appuyait sur le dollar-argent tel qu'il est défini dans la

comme nous le voyons, et pas seulement depuis aujourd'hui.

La FED a les possibilités de mettre l'argent en circuit. Elles sont plus faciles à comprendre que le mécanisme «*Mandrake*»: La banque d'émission achète par exemple des papiers-valeur comme des emprunts d'Etat, des obligations d'entreprise ou également des papiers-valeur douteux comme par exemple des dettes de cartes de crédit ou bien des dettes hypothécaires. Cela se passe actuellement avec des sommes gigantesques pour des billions de dollars. La FED paie avec du nouvel argent et finance de cette manière les banques et le gouvernement. Mais là aussi il s'agit de dettes qui doivent être remboursées et d'intérêts payés avec du travail.

Qui profite?

Qui profite de cette «magie» de l'argent? Le CEO de la *Deutsche Bank*, *Josef Ackermann* n'en finit pas de répéter jusqu'à présent qu'avec des affaires de banque on peut arriver à un rendement de 25% et qu'on peut atteindre des revenus qui ne seraient pas possibles autrement.

Le gouvernement peut s'endetter sans difficultés et peut faire des guerres sans soucis financiers. Il n'a pas besoin de penser à rembourser. Les dettes sont remboursées par leur renouvellement. Seul, le poids des intérêts devient de plus en plus lourd. Les Américains des USA paient déjà environ 200 milliards de dollars d'intérêts par an pour leurs dettes fédérales. Cela équivaut à la moitié des coûts annuels de la guerre en Irak.

Qui paie pour cette «magie» de l'argent?

Ce sont les clients des banques, ceux qui paient les impôts, ou bien tout simplement les citoyens qui livrent avec leur travail les intérêts pour rembourser quelque chose que personne n'a économisé, mais qui a été créé par «magie».

Est-ce qu'une telle responsabilité peut être assumée éthiquement? Griffin et Brown ne ménagent pas leur opinion: demander des intérêts pour quelque chose qui n'a pas de valeur, ce pour quoi personne n'a travaillé ni fait aucun effort, c'est de l'usure. Plus encore, c'est tout simplement de l'escroquerie. ●

Constitution américaine, les citoyens américains devraient se réhabituer à ce qu'un déjeuner ne coûte que quelques cents.

Je vais maintenant évoquer certains sujets traités dans les deux livres qui nous permettront de préciser les différences entre Brown et Griffin: aperçu historique, controverse sur la crise des années 1930, problématique des intérêts et importance de la planche à billets pour les guerres.

Aperçu historique

Griffin attribue davantage d'importance que Brown à l'influence sur la politique de la haute finance anglo-saxonne (grandes banques) à visée globale. Celle-ci a eu une influence déterminante non seulement lors de la création de la FED. Elle continue de jouer un rôle décisif en politique selon la devise: Qui domine l'argent domine également la politique. Griffin décrit la politique financière des grandes banques - *Rothschild*, *Rockefeller*, *J.P. Morgan*, etc. Il montre comment elles ont encouragé les guerres en finançant les deux camps. Ainsi, lors de la Révolution russe, *J.P. Morgan* a soutenu financièrement aussi bien *Lénine* que ses adversaires, les mencheviks. Pourquoi? Pour pouvoir plus tard continuer de faire des affaires avec le vainqueur. *Hitler* a lui aussi été soutenu jusque pendant la Seconde Guerre mondiale par des banques américaines. Pendant la Première Guerre mondiale, *J.P. Morgan* avait intrigué pour que les Etats-Unis entrent en guerre (Affaire *Lusitania*). Il craignait qu'en cas de victoire allemande, l'Angleterre et la France ne puissent pas rembourser leurs dettes.

Griffin évoque également les activités d'organisations comme le *Council of Foreign Relations (CFR)*. De telles organisations agissent en coulisses afin de chapeauter politiquement le monde financier international qui forme déjà un réseau serré. Griffin voit dans ce nouvel ordre mondial dirigiste qui se dessine de plus en plus nettement un danger pour la liberté des citoyens.

Suite page 8

Stabilité de la monnaie suisse – Reflet de la stabilité politique

thk. Alors qu'en Allemagne le parti chrétien-démocrate (CDU) et le parti libéral (FDP) essaient de modérer le ton du parti social-démocrate (SPD), en particulier celui de *Peer Steinbrück*, les attaques contre la Suisse continuent aussi dans les médias allemands, mais malheureusement pas seulement là.

La question de savoir de quoi il s'agit dans ces attaques reste posée. A ce propos il sera utile d'étudier plusieurs interprétations possibles. Par exemple: La Suisse est un des pays les plus stables du monde. Cela est dû à plusieurs facteurs, parmi lesquels la démocratie directe joue un rôle décisif. En Suisse règne une atmosphère de responsabilité et la volonté fondamentale de débattre des choses ensemble, à fond, dans l'égalité et la dignité. Sur ces bases on peut ensuite aborder les problèmes en suspens. Cette cohabitation constructive a abouti à des solutions solides qui ont donné au pays sa stabilité légendaire. Toute personne qui se déplace en Suisse les yeux ouverts peut le constater et aisément y reconnaître la spécificité de la Suisse par rapport à d'autres pays.

Ce fait a permis à la monnaie suisse de se maintenir comme une des plus stables sur les marchés financiers dans les dernières décennies. A côté du dollar, qui tire sa valeur du seul fait du système du dollar et de l'euro, qui se maintient essentiellement par les pays membres économiques forts, c'est surtout le franc suisse qui joue le rôle déterminant de monnaie sûre. Depuis le déclenchement de la crise financière, c'est avant tout les pays à l'origine de cette crise qui demandent un nouveau système de contrôle, soutenu par les pays forts comme la France et l'Allemagne. Faut-il introduire une nouvelle monnaie mondiale ou un euro-dollar

par-dessus les têtes des autres pays? Cela pourrait impliquer la disparition de toutes les autres monnaies, les pays, après une inflation violente devant accepter la nouvelle monnaie mondiale. Les pays ne renonceraient à leur monnaie que lorsque celle-ci n'aura plus de valeur. Et c'est précisément à cela, semble-t-il, que l'on travaille assidûment pour le moment.

Le franc suisse gêne. Il devient de plus en plus fort en raison de la grande confiance en la Suisse, il tient tête aux autres monnaies et n'est pas aussi facile à faire disparaître, au grand dam de ceux qui se sentent freinés dans leurs fantasmes d'une hégémonie mondiale.

Dès lors tous les moyens sont bons pour ébranler la confiance en la Suisse comme on le voit avec la véhémence utilisée par ses adversaires au cours des dernières semaines. Selon le «Tages-Anzeiger» du 26 mars, un économiste allemand, *Lorenz Jarass* a même osé, dire devant la commission des finances du Bundestag allemand que «l'Allemagne doit se rappeler les bonnes pratiques de l'inquisition espagnole. Les outils de la torture doivent être montrés». De tels propos montrent clairement avec quelle violence le débat est mené. La situation est d'autant plus préoccupante que les journaux suisses se mettent également à ce chant et se font complices de la campagne contre la Suisse.

La guerre de la monnaie n'est pas seulement menée contre la Suisse. La Chine a déjà signalé qu'elle s'opposerait à la domination du dollar et a proposé à la place de celui-ci une monnaie de réserve mondiale. En outre, l'Amérique latine n'entend pas se soumettre à nouveau, comme dans les années 70, à la domination américaine. •

Les listes noires

A Rome dans l'Antiquité, les listes noires contenaient les noms des ennemis politiques qu'on devait encore assassiner. A l'époque du national-socialisme, c'était notamment *Reinhard Heydrich* qui avait fabriqué de telles listes où se trouvaient entre autres les noms d'*Ernst Böhm* et du chancelier du Reich, *von Schleicher*. Tous les deux ont été assassinés. On appelait également «listes noires» les inventaires d'après lesquels on choisissait «les écrits nuisibles et indésirables» pour l'autodafé des livres de mai et juin 1933.

La liste noire de l'OCDE est, strictement parlant, une liste du FATF (*Financial Action Task Force on Money Laundering*). Lors du sommet du G-7 en juillet 1989 à Paris, celui-ci a été installé comme groupe d'experts avec la tâche d'analyser les méthodes du blanchiment d'argent et de développer des mesures pour le combattre. A présent, le FATF est une commission interétatique pour le combat du blanchiment d'argent et il a son siège à Paris auprès de l'*Organisation de coopération et de développement économiques* (OCDE).

La liste de cette Task Force s'appelle «Annual Review of Non-Cooperative Countries and Territories» ou bref *NCCT Review*. On y avait enregistré des Etats qui s'opposaient aux règles légales contre le blanchiment d'argent. Sur cette liste figuraient – à part les différentes îles de pirates, les soi-disant paradis offshore, qui, à l'époque, abritait purement et simplement toutes fortunes de n'importe où – également la Russie et la Principauté de Monaco.

Mais aujourd'hui, la liste est vide. Oui, vide. Cela veut dire qu'aucun pays du monde n'est à présent surveillé par le FATF. Le dernier rapport annuel date du 12 octobre 2007 et il affirme avoir enlevé comme derniers pays la Birmanie, le Nigeria et l'île Nauru en Océanie. L'allusion à cette liste noire est donc ridicule, mais le procédé dans le contexte général

ne l'est pas. Comme la Suisse, encore sous la conseillère fédérale *Kopp*, avait introduit des lois contre le blanchiment d'argent qui sont devenues une mesure internationale, il n'y a rien à critiquer de ce côté-là. Au contraire, depuis plus de deux ans déjà, des experts des institutions suisses contre le blanchiment d'argent déclarent dans des entretiens personnels que beaucoup de demandes du fisc allemand aux institutions d'aide judiciaire sont douteuses. On ment beaucoup et on prétend des choses, uniquement pour savoir quels citoyens allemands ont des comptes en Suisse. Ces demandes étaient alors presque aussi malhonnêtes, que celles des institutions américaines demandant des renseignements concernant des «terroristes» en Suisse.

Mais revenons aux attaques allemandes: on ne doit pas se laisser tromper par ces quelques voix allemandes douces qui critiquent *Steinbrück* de manière homéopathique. Le jeu «Good cop, bad cop» est également connu en Suisse. Nous sommes des enfants des Alpes, mais pas naïfs.

Celui qui menace son voisin du fouet voit en lui un être inférieur ou un valet. La réponse appropriée de notre ministre des Affaires étrangères aux instigateurs de *Steinbrück* serait: «Comment est-ce que vous, les grands seigneurs, apprenez à vous comporter en bons voisins? Si *Steinbrück* aime les fouets, qu'il aille dans un établissement correspondant.» Elle a raison aussi en disant que l'Allemagne n'a pas besoin de déclarer la guerre à la Suisse, juste parce que son trésor public est vide. Il serait meilleur marché d'apprendre de la Suisse comment on gère une communauté de manière bienveillante et libérale, avec peu d'impôts, peu de corruption, peu de chômeurs, de manière démocratique et sans politique étrangère agressive.

Felix Meier, Staad

«L'argent gouvernemental et ...» suite de la page 7

Controverse sur la crise des années 1930

Brown croit à la politique financière: une instance étatique doit réguler les flux financiers et les adapter aux besoins d'une économie en pleine croissance. Elle critique ainsi l'étalon-or qui, pour des raisons évidentes, ne peut guère réguler la masse monétaire. En effet, l'or doit être extrait à grand-peine de la terre. «Nous avons vu que l'or était trop rare et trop peu souple pour servir de masse monétaire au pays [...]» (Brown, p. 464). Pour elle, l'étalon-or est responsable des crises financières et c'est dans cette perspective qu'elle analyse la crise financière des années 1930. C'est le manque d'argent disponible qui a déclenché la crise et entraîné la dépression. Ce n'est qu'après que Roosevelt eut doublé la masse monétaire que le chômage a pu être réduit de 17% à 0%. «Le pays a été sauvé de la dépression parce que l'économie a été relancée par les liquidités.» (Brown p. 191) Les explications de Brown sont empreintes de polémique contre l'étalon-or. Elle n'est pas seule de son avis.

Ajoutons ceci: ceux qui partagent son avis ne tiennent pas compte, consciemment ou inconsciemment, du fait que l'étalon-or classique n'a pas besoin de politique monétaire; il s'adapte autrement aux changements économiques (cf. ci-dessus).

Griffin explique différemment la crise économique des années 1930: ce n'est pas l'étalon-or (et l'insuffisance de la masse monétaire) qui est responsable de la crise. Sa cause principale réside plutôt dans le fait que l'étalon-or a été considérablement affaibli après la Première Guerre mondiale (*Convention de Gênes* de 1922). C'est ce qui, à l'époque déjà, a donné à la FED et aux autres banques centrales la possibilité de fournir à l'économie et à la finance beaucoup trop d'argent bon marché. Cela, ajouté aux mécanismes du système bancaire, a entraîné, comme aujourd'hui, un endettement insensé, l'euphorie des Bourses et finalement le krach. Le doublement de la masse monétaire opéré par la politique de Roosevelt n'a pas été si salutaire. La dette de l'Etat a considérablement augmenté. Le chômage était de 25% en 1933. En 1937, il était descendu à 15% pour remonter à 21% en 1938. Ce n'est qu'avec les préparatifs de guerre puis avec la guerre qu'il a complètement disparu (lorsque des

millions de jeunes hommes ont reçu leur avis d'incorporation).

Planche à billets, guerre, impôts dissimulés

Brown justifie le fait que l'Etat finance la guerre en faisant fonctionner la planche à billets. Aussi Abraham Lincoln, qui avait procédé ainsi durant la guerre civile, occupe-t-il une place importante dans sa conception du monde. Toutefois, elle estime que la planche à billets ne doit pas être au service des banques mais de l'intérêt général.

Griffin est d'un autre avis. Il montre que la planche à billets incite à l'abus. Elle encourage les gouvernements à s'endetter et à mener des guerres. Le monde serait beaucoup plus pacifique si le gouvernement américain était obligé de se demander s'il y a suffisam-

ment d'argent dans les caisses de l'Etat pour la guerre. Sans la planche à billets (et son équivalent électronique), les guerres récentes n'auraient pas été possibles.

A l'aide des chiffres de la Première Guerre mondiale, Griffin montre comment la planche à billets et l'inflation qui en a résulté aux Etats-Unis ont été l'équivalent d'un impôt: «Entre 1915 et 1920, la masse monétaire a doublé, passant de 20,6 à 39,8 milliards de dollars. Inversement, pendant la Première Guerre mondiale, le pouvoir d'achat a chuté de presque 50%. Autrement dit: les Américains ont, sans le savoir, versé environ la moitié de chaque dollar au gouvernement. Et cela naturellement, en plus des impôts. [...] Cette augmentation considérable de la masse monétaire ne coûtait rien, mais les banques pouvaient exiger des intérêts. Le très ancien par-

tenariat entre la politique et la finance avait rempli sa mission.» (Griffin, p. 297)

Intérêts

Brown et Griffin montrent l'importance du mécanisme des intérêts. Il permet aux avois bancaires d'atteindre au cours des décennies des sommes insoupçonnées. Mais pour les deux auteurs, ce mécanisme n'est pas le plus important. L'essentiel de leur critique porte sur le fait que l'on peut créer de l'argent comme par magie, le transformer en dettes qui se multiplient dans le système bancaire, qui doivent être totalement remboursées et pour lesquelles il faut payer des intérêts.

Pour Griffin, les intérêts sont tout à fait justifiés dans le prêt d'argent pour lequel il a fallu travailler, fournir une prestation. «Lorsque l'argent que nous empruntons a été acquis grâce au travail et au talent de quelqu'un, il est normal que l'on nous demande des intérêts.» (Griffin, p. 220) Ainsi les banques ne devraient prêter que l'argent qu'elles possèdent vraiment.

Objectif commun

Sur certains points, les différences entre Brown et Griffin sont inconciliables (ce qui affaiblit certainement le mouvement réformateur) mais les deux auteurs se rejoignent dans leur demande d'abolition de la FED et dans leur critique de l'«argent des banques». Ainsi, ils sont tous les deux d'avis que depuis 1913, la FED a mené une politique financière catastrophique. Elle n'a pas rempli la mission que lui assignait la loi, c'est-à-dire maintenir la stabilité de l'ordre monétaire. En à peine 100 ans, le dollar a perdu 95% de sa valeur. L'endettement (de l'Etat et des citoyens) a explosé de sorte qu'aujourd'hui, tout le système est remis en cause. En outre, le développement actuel de l'économie est constamment ébranlé par des désordres et des crises.

Et last but not least: l'humanité a vécu un siècle extrêmement belliqueux dont la FED et d'autres banques centrales portent une lourde responsabilité. Le message de Brown et Griffin est clair: la question monétaire est hautement politique et ne doit pas être laissée aux politiques et aux banques centrales. L'ordre monétaire actuel n'est pas une donnée immuable. Il faut accepter l'idée que la FED a échoué et que nous devons créer du nouveau avec ce qui est encore utilisable. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich